Manifestement, le ministre de l'EN n'a plus de souci à se faire du côté du CSP (le Conseil Supérieur des Programmes), après la nomination à sa tête de Souad Ayada, ex doyenne de l'inspection générale de philosophie. Au cours de son audition (le 24/01) devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, cette dernière a eu l'occasion de reprendre à son compte les thèmes favoris du meilleur ministre de l'Education que la France ait connu.

En charge des futurs programmes des lycées mais aussi du « *lissage, de la clarification, de l'ajustement* » de ceux qui existent pour l'école primaire et le collège, elle a montré, à ce propos, de bien curieuses certitudes qui devraient guider son action : « *le problème des programmes* – affirme-t-elle doctement – *c'est que les professeurs ne les lisent pas (…) Il faut qu'ils sachent ce qu'ils doivent enseigner* ». Autrement dit, les prendre par la main. Ou alors, quand ils les lisent, ce qui doit parfois arriver, ils ne les comprennent pas, tant les programmes sont encombrés par « *les manques en matière de contenus, les partis pris idéologiques, les maladresses de formulation* » de nature à désarçonner les pauvres enseignants. Dans ces conditions, précise-t-elle, « *il reviendra au CSP dans le cadre d'un lissage, d'enlever tout élément de jargon (…), de revenir à un vocable le plus simple possible.* » Dans le viseur, entre autres, la notion de prédicat, objet de tous les fantasmes, dont le tort majeur est sans doute que les élèves l'ont comprise mais pas les chroniqueurs habituels du Café du commerce. Avec Souad Ayada, on va donc « *revenir à la grammaire et au vocabulaire* », scandaleusement rayés des programmes par de dangereux irresponsables. Nommée seulement depuis deux mois, la présidente du CSP n'a sans doute pas eu le temps de consulter les programmes en application depuis la rentrée 2016, précisant, pour le cycle 2 que « *la langue française constitue l'objet d'apprentissage central* » et que « *le cycle 3 doit consolider ces acquisitions afin de les mettre au service des autres apprentissages dans une utilisation large et diversifiée de la lecture et de l'écriture.* » Quel jargon, effectivement…

Plus étonnantes, les charges réitérées au cours de cette audition, contre les manuels scolaires. Étonnantes, parce que non seulement, l'élaboration des manuels n'entre pas dans la compétence du CSP mais aussi parce que sa présidente semble tout ignorer du sujet. « *Les manuels scolaires* – prétend-elle – *sont les transmetteurs privilégiés, voire uniques des programmes ; ils le sont pour leurs professeurs* ». De la part de la présidente du CSP, une telle ignorance de la réalité quotidienne d'une salle de classe et du travail des enseignants est quand même inquiétante. Mais comme le diable est dans les détails, cette ignorance fait sens et s'explique par la suite : « *tout manuel* – poursuit Souad Ayada – *est une lecture et une interprétation* » et le CSP devra « *travailler avec les éditeurs à un ajustement de cette interprétation pour qu'elle ne trahisse pas les programmes.* » Car nul n'ignore que les éditeurs scolaires sont des traitres et des saboteurs, à commencer par Blanquer en personne qui, en plusieurs occasions, a fait part de son intention de mettre au pas les auteurs de manuels – notamment de lecture – suspectés de propager de mauvaises méthodes.

De mauvaises méthodes et de mauvaises idées, car la présidente du CSP ne s'arrête pas là. Profitant de la question d'un parlementaire sur l'enseignement du fait religieux, elle tient alors à « *parler directement* » à son auditoire. Pur effet du hasard, sa réponse, directe effectivement, porte exclusivement sur l'islam (dans le programme d'histoire de 5e) : « *Je suis très frappée dans les manuels par les limites de cet enseignement. C'est un enseignement qui ne respecte pas les règles de l'histoire critique, de conceptualisation. C'est un enseignement dogmatique. On présente le prophète de l'Islam sans mettre en perspective le contexte socio-culturel. C'est un enseignement qui sacralise, qui ne semble pas servir des fins de connaissance historique, un enseignement qui vise à apaiser, à flatter, à soutenir des choses qui relèvent du vivre ensemble, qui n'est pas articulé à un souci de vérité* » (1h 32 sur la video). Peu importe que, comme déjà signalé, un manuel d'histoire de collège ne soit pas un cours d'histoire mais principalement un recueil de documents que l'enseignant utilise librement. Peu importe que Souad Ayada eût très bien pu utiliser à l'appui de sa thèse les exemples du christianisme ou du judaïsme étudiés en classe de 6e dans la même perspective que

l'islam en 5e. La tirade (hargneuse ou seulement maladroite ?) a fait son effet (pour le plus grand plaisir de la fachosphère), confortant l'idée que, dans les programmes scolaires, toute forme d'ouverture au monde d'outre-Méditerranée, même limitée comme c'est le cas ici, à quelques notions religieuses et civilisationnelles (1), était comme une concession, un cadeau destiné à « *flatter* » une partie des élèves qu'il n'est même pas besoin de nommer.

Au cours de cette même audition, la présidente a cru devoir préciser que le CSP était « *au service du ministère et articulé à une volonté politique.* » On se disait aussi…

(1) – Programme officiel d'histoire de 5e , thème 1 : *Chrétientés et Islam (VIe -XIIIe siècles), des mondes en contact.*